

8th Réunion plénière, 5-7 décembre 2023

Rapport

Résumé

Le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) a tenu sa 8^{ème} réunion à Strasbourg, du 5-7 décembre 2023, sous la présidence de Sophie ÉLIZÉON (France). La réunion a également comporté une session conjointe avec le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), au cours de laquelle le CDADI a rejoint le CDPC par vidéoconférence le 21 novembre 2023.

1. L'ordre du jour de la réunion figure à l'annexe I. La liste des participant-es et la liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures sont disponibles aux annexes II et III.
2. Lors de cette réunion, le CDADI décide de :
 - (a) soumettre au Comité des Ministres, pour examen en vue de son adoption, le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la lutte contre les crimes de haine, assorti du texte d'un exposé des motifs dont il invite le Comité des Ministres à prendre note ;
 - (b) soumettre au Comité des Ministres, pour son examen en vue de son adoption, le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage assorti du texte d'un exposé des motifs dont il invite le Comité des Ministres à prendre note ;
3. Le CDADI :
 - élit pour l'année calendaire 2024 le président Erik ADELL HELLSTRÖM (Suède), la vice-présidente Dominique STEIGER-LEUBA (Suisse) et trois membres du Bureau, Sean

Finch (Royaume Uni) et Viktor KUNDRAK (République Tchèque) pour les années calendaires 2024 à 2025 et Alen TAHIRI (Croatie) pour l'année calendaire 2024 ;

- nomme Käthlin SANDER (Estonie) comme Rapporteuse sur l'égalité de genre, Axel VAN WEYNENDAELE (Belgique) comme Rapporteur sur les droits des personnes handicapés, Nicolae RĂDIȚA (République de Moldova) comme Rapporteur sur les droits de l'enfant et des jeunes pour l'année calendaire 2024 à 2025 ;
- désigne la Belgique, la Croatie, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg, la Macédoine du Nord, le Portugal, l'Espagne, l'Ukraine et le Royaume-Uni comme États membres, la Catalogne et Neuchâtel comme autorités régionales et Bilbao (Espagne), Bradford (Royaume-Uni), Bursa-Osmangazi (Türkiye), Fuenlabrada (Espagne), Lublin (Pologne), Reggio Emilia (Italie), Reykjavik (Islande) et Riga (Lettonie) en tant qu'autorités locales participant au programme des cités interculturelles, qui nomment un membre au Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT) ;
- désigne avec prise en charge des frais de voyage la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, l'Estonie et la Lituanie, et sans prise en charge des frais de voyage et de séjour, l'Allemagne, l'Espagne et la Suède comme États membres qui nomment un membre au Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI) ;
- décide de créer des groupes de travail sur (1) les livrables concernant les minorités nationales, (2) les livrables relatifs aux discours et aux crimes de haine, et (3) la discrimination intersectionnelle;
- désigne l'Arménie, l'Autriche, l'Azerbaïdjan, la Croatie, la Finlande, l'Allemagne, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la République de Moldavie, la Roumanie, la Suisse, l'Ukraine et le Royaume-Uni comme États membres qui nomment un membre au groupe de travail concernant les minorités nationales et admet ECMI à ce groupe;
- désigne la Belgique, l'Estonie, la France, l'Allemagne et Malte comme États membres qui nomment un membre au groupe de travail concernant la discrimination intersectionnelle et admet ECMI et la LICRA à ce groupe;
- désigne l'Albanie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la République tchèque, la Finlande, la France, la Géorgie, l'Allemagne, la Lituanie, la République de Moldavie, la Macédoine du Nord, la Norvège, la Pologne, le Portugal, l'Espagne et le Royaume-Uni comme États membres qui nomment un membre au groupe de travail concernant les livrables relatifs aux discours et aux crimes de haine et admet la LICRA à ce groupe ;
- prend note des informations sur le nouveau programme et budget pour les années 2024-2027;
- prend note de la Note d'information sur la compilation de pratiques prometteuses au niveau national en matière de lutte contre le discours de haine ;
- prend note des rapports oraux et écrits des membres, participants et observateurs sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine et fournit des orientations sur la finalisation de la Compilation de

pratiques prometteuses au niveau national en matière de lutte contre le discours de haine ; et invite les membres, participant e s et observateurs et observatrices à transmettre des contributions écrites d'ici le 19 janvier 2024 ;

- prend note du rapport de la 4e réunion du Comité d'experts sur l'intégration interculturelle des migrants (ADI-INT) et encourage les États membres à poursuivre leurs efforts en faveur de l'intégration interculturelle des personnes migrantes, y compris en traduisant dans leurs langues et en diffusant les normes et outils adoptés par le CDADI et le Comité des Ministres dans ce domaine ; adopte le troisième outil pour l'intégration des personnes migrantes, à savoir le Compendium de bonnes pratiques sur l'intégration interculturelle et la gouvernance multiniveaux, et demande au Secrétariat de publier les bonnes pratiques dans un format adapté, comme par exemple une base de données électronique et de la mettre à jour régulièrement ; prend note des progrès réalisés sur le quatrième outil pour l'intégration des personnes migrantes, à savoir l'élaboration d'un indice de gouvernance multiniveaux, invite l'ADI-INT à piloter cet instrument et fournit à cet égard des orientations à l'ADI-INT;
- prend note du rapport abrégé de la 8e réunion de l'ADI-ROM ; prend note des résultats de la visite thématique de l'ADI-ROM sur l'éducation de la petite enfance, à Athènes et Nauplie, Grèce, du 20 au 22 septembre 2023 ; prend note des progrès réalisés et fournit des orientations supplémentaires pour la finalisation de l'étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation des enfants roms et issus de la communauté des Gens du voyage ; prend note des progrès réalisés dans la préparation d'un programme et d'outils de renforcement des capacités soutenant la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2020)2 sur l'intégration de l'histoire des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et les matériels pédagogiques au niveau national et fournit des orientations supplémentaires pour leur finalisation; rappelle que les membres de l'ADI-ROM ont reçu un questionnaire pour l'élaboration de ce livrable le 18 septembre 2023 avec une date limite de réponse fixée au 6 octobre 2023, et décide de relancer le questionnaire auprès des membres de l'ADI-ROM, de le distribuer aux membres du CDADI, et d'inviter les États membres à soumettre leurs réponses finales à l'ADI-ROM d'ici le 19 janvier 2024 ; et décide des règles de remboursement de l'ADI-ROM pour le biennium à venir ;
- échange de vues avec Leyla KAYACIK, Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés ;
- échange de vues sur « L'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion », avec la participation de Maria MAROUDA, présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), d'Alexandre GUESSEL, Représentant spécial de la Secrétaire Générale sur les crimes de haine antisémites et anti-musulmans et toute forme d'intolérance religieuse, ainsi que des représentants permanents des États membres et des observateurs ; et invite les membres, participant e s et observateurs et observatrices du CDADI de transmettre des contributions écrites sur les questions examinées au cours de l'échange de vues d'ici le 19 janvier 2024 ;
- échange de vues avec Aleksandra OSZMIAŃSKA-PAGETT, Présidente du Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (COMEX) ;

- prend note du rapport de son Rapporteur pour les droits de l'enfant sur le travail du Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE) concernant une Étude de faisabilité sur l'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge des enfants afin de renforcer les réponses pour entre autres prévenir et combattre la violence à l'égard des enfants, y compris la violence sexuelle et les comportements préjudiciables ou à risque ;
- prend note des progrès réalisés concernant le 3e examen thématique de la Recommandation CM/Rec(2010)5 sur les personnes LGBTI et l'accès aux soins de santé et fournit des orientations pour sa finalisation ; prend note des préparatifs en vue de l'examen complet de la Recommandation CM/Rec(2010)5 et fournit des orientations pour cet examen ; approuve l'esquisse d'une Recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des droits des personnes intersexes, et fournit des orientations pour le processus de rédaction; et décide sur les règles de remboursement pour l'ADI-SOGIESC ;
- adopte le présent rapport abrégé de la réunion.

Rapport de réunion

POINT 1 : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Du 5 au 7 décembre 2023, le Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI) tient sa 8^{ème} réunion à Strasbourg, sous la présidence de Sophie ÉLIZÉON (France). La réunion comporte également une session en ligne le 21 novembre 2023, au cours de laquelle le CDADI se joint au Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) par vidéoconférence. Le CDADI adopte l'ordre du jour tel qu'amendé au point 3 et tel qu'il figure à l'annexe I. La liste des participant-es est disponible à l'annexe II.

POINT 2 : Crimes de haine - Finalisation du projet de CM/Recommandation sur la lutte contre les crimes de haine

2. Lors de la réunion en ligne du 21 novembre 2023, le CDADI tient d'abord une session interne en ligne avec les membres, les participant-es et les observateurs-trices du CDADI. Au cours de cette session, la Présidente du Comité d'experts sur la lutte contre les crimes de haine (PC/ADI-CH), Stephanie ÖNER, présente les projets finaux de la Recommandation du Comité des Ministres sur la lutte contre les crimes de haine et son exposé des motifs, et rend compte de la 4^{ème} et dernière réunion du PC/ADI-CH qui s'est tenue du 4 au 6 octobre 2023, au cours de laquelle le Comité a finalisé les textes en tenant compte des commentaires reçus des membres, des participant-es et des observateurs-trices du CDADI et du CDPC, ainsi que de ceux reçus dans le cadre de la consultation publique qui s'est tenue du 26 mai au 7 juillet 2023.
3. La Présidente du PC/ADI-CH explique que le projet de Recommandation adopte dans son paragraphe 2 une définition large du "crime de haine" avec une liste de motifs volontairement ouverte. Cette question a été longuement débattue par le Comité d'experts lors de la 4^{ème} réunion et des réunions précédentes. La Présidente indique que lors de la 4^{ème} réunion, les États membres ont approuvé à l'unanimité la définition, qui est tout à fait cohérente avec l'utilisation du terme "motivation fondée sur les préjugés", tout en allant plus loin pour englober des modèles supplémentaires et une terminologie connexe, élargissant ainsi la protection et optimisant la mise en œuvre. Cela ressort clairement du paragraphe 16 de l'exposé des motifs. La Présidente du PC/ADI-CH souligne que la définition serait lue conjointement avec les paragraphes 17 et 18 de la Recommandation sur les modèles législatifs et la mise en œuvre au niveau national, ce qui donnerait une marge de manœuvre aux États membres pour rendre la définition opérationnelle dans leur système juridique national. En effet, le paragraphe 18 fait spécifiquement référence à la "motivation haineuse".
4. Le CDPC avait examiné les textes en interne le 20 novembre 2023 lors de sa réunion plénière et des modifications mineures de trois paragraphes de l'exposé des motifs, proposées par un État membre, avaient été provisoirement approuvées. Le CDADI soutient les textes tels qu'ils sont présentés et ne fait pas d'autres remarques concernant ces modifications.
5. La session interne est immédiatement suivie d'une session conjointe avec le CDPC, à laquelle les membres, participant-es et observateurs-trices du CDADI se joignent en ligne, au cours de laquelle le CDADI et le CDPC décident de soumettre au Comité des Ministres,

pour examen en vue de son adoption, le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la lutte contre les crimes de haine et d'adopter l'exposé des motifs de cette Recommandation et de le transmettre pour information au Comité des Ministres en l'invitant à en prendre note.

POINT 3 : Ouverture de la session en présentielle

6. La Présidente ouvre la partie en présentielle de la réunion le 5 décembre à Strasbourg. À la lumière de la situation actuelle en Europe et au-delà, la Présidente et le Bureau suggèrent d'ajouter à l'ordre du jour une session supplémentaire comprenant un échange de vues sur l'antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion, qui se tiendrait le 6 décembre. Le CDADI adopte l'ordre du jour révisé.

POINT 4 : Nouveau programme et budget

7. Hallvard GORSETH, Chef du Service de l'anti-discrimination, informe le CDADI que le programme et le budget du Conseil de l'Europe ainsi que le nouveau mandat du CDADI pour 2024 - 2027 ont été approuvés par le Comité des Ministres. Le mandat a été distribué au CDADI. Le Chef du Service de l'anti-discrimination présente les quatre comités d'experts qui travailleront sous l'égide du CDADI et mentionne que des groupes de travail supplémentaires pourraient être mis en place par le CDADI. Il présente ensuite les livrables du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM) et du Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT), et explique que le Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC) remplacerait l'ancien Groupe de travail du CDADI sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (GT-ADI-SOGI) et qu'un nouveau Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination serait également créé pour rédiger une Recommandation du Comité des Ministres sur ce sujet (sous la responsabilité conjointe de la Commission pour l'égalité de genre, le GEC/ADI-AI). Enfin, une vue d'ensemble est donnée des résultats transversaux qui seront développés directement par le CDADI ou par des groupes de travail établis sous l'égide du CDADI.

POINT 5 : Roms et gens du voyage - Finalisation du projet de recommandation sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage

8. Le Président de l'ADI-ROM, Manuel DEMOUGEOT, donne un aperçu de l'état d'avancement des travaux de l'ADI-ROM et présente le rapport de la 8^{ème} réunion de l'ADI-ROM qui s'est tenue les 17 et 18 octobre 2023 à Strasbourg. Maberu KAMBERI, Vice-Présidente et Rapporteuse sur l'égalité de genre de l'ADI-ROM, et Eleftheria KOUMALATSOU, membre de l'ADI-ROM, présentent le projet final de la Recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage, ainsi que son exposé des motifs. Plusieurs États membres accueillent favorablement le projet de recommandation et la Rapporteuse du CDADI sur l'égalité de genre, Patricia SÃO JOÃO (Portugal), exprime sa satisfaction et son soutien aux possibilités que son adoption créerait. Le CDADI prend note du rapport abrégé de la 8^{ème} réunion de l'ADI-ROM et décide de soumettre au Comité des Ministres, pour examen en vue de son adoption, le projet de Recommandation sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage, ainsi que d'adopter l'exposé des motifs de cette Recommandation et de le transmettre pour information au Comité des Ministres en l'invitant à en prendre note.

POINT 6 : Produits livrables sur le discours de haine - Pratiques prometteuses concernant CM/Rec(2022)16

9. Menno ETTEMA, Chef de l'unité Non au discours de haine et coopération fait le point sur la réunion en ligne du groupe de travail du CDADI sur le discours de haine en septembre 2023, au cours de laquelle le groupe a finalisé le rapport sur la lutte contre le discours de haine en temps de crise. Ce rapport a été adopté par le CDADI par procédure écrite au mois d'octobre 2023. Le Secrétariat informe le CDADI que des événements sont prévus pour 2024, autour de la Journée internationale des Nations Unies pour la lutte contre le discours de haine, le 18 juin.
10. La consultante Jennifer JACKSON-PREECE présente une note d'information concernant le rapport sur les pratiques prometteuses au niveau national en matière de lutte contre le discours de haine. Il est souhaitable que ce rapport puisse être mis à jour avec toute nouvelle mesure mise en place suite à l'enquête menée au cours de l'été 2022, en particulier avec toute nouvelle législation ou mise à jour des plans d'action nationaux ou des stratégies, par le biais du Tour de Table prévu au point 7 et des contributions écrites de suivi. Le Secrétariat du Comité directeur sur les médias, l'information et la société (CDMSI) exprime le soutien du CDMSI à ce travail en cours. Le CDMSI a pris note de l'état d'avancement de la compilation lors de sa réunion plénière une semaine plus tôt. L'adoption de ce livrable par le CDADI est prévue pour la 9^{ème} réunion plénière en juin 2024. Le CDADI prend note de la note d'information concernant le rapport sur les pratiques prometteuses au niveau national en matière de lutte contre le discours de haine et fournit des orientations pour sa finalisation.

POINT 7 : Tour de Table sur le discours de haine

11. Dans le cadre du tour de table suivant sur le discours de haine, quarante-et-un États membres ainsi que plusieurs participant-es et observateurs-trices prennent la parole et donnent un bref aperçu des mesures récentes et des pratiques prometteuses qu'ils ont prises en ce qui concerne la prévention et la lutte contre le discours de haine et la manière dont elles contribuent à la mise en œuvre de la Recommandation CM/Recommandation (2022)16. La Présidente du CDADI rappelle que les États membres ont été invités à soumettre des contributions écrites sur ce thème, remercie les délégations qui ont déjà fourni une contribution écrite et invite les autres États membres, participant-es et observateurs-trices à transmettre des contributions écrites au secrétariat du CDADI avant le 19 janvier 2024. Toutes les contributions seront mises à la disposition des autres membres, participant-es et observateurs-trices et pourront également être utilisées pour contribuer à la compilation des pratiques prometteuses en matière de CM/Recommandation (2022)16 dont le CDADI est chargé en vertu de son mandat.

POINT 8 : Groupes de travail du CDADI

12. Le secrétaire du CDADI rappelle que lors de la 7^{ème} réunion plénière de juin 2023, le CDADI a décidé, sous réserve de l'adoption du mandat pour 2024-2027, de recourir à un groupe de travail pour les livrables relatifs aux minorités nationales et rappelle en outre la proposition du Bureau de créer trois groupes de travail pour les livrables concernant les minorités nationales, le discours et les crimes de haine, et la discrimination intersectionnelle. Les membres acceptent cette proposition et expriment leur intérêt à rejoindre les groupes, comme indiqué dans le rapport de synthèse ci-dessus.

POINT 9 : Intégration interculturelle - Programme de renforcement des capacités et outils pour l'intégration des migrants soutenant la mise en œuvre de CM/Rec(2022)10 au niveau national

13. Peter KARIUKI, Président de l'ADI-INT, rend compte de la 4^{ème} réunion de l'ADI-INT qui s'est tenue les 17 et 18 octobre 2023 à Strasbourg. L'ADI-INT a discuté des 3^{ème} et 4^{ème} outils du programme de renforcement des capacités pour l'intégration des migrants soutenant la mise en œuvre de CM/Rec(2022)10 au niveau national, à savoir le Compendium de bonnes pratiques sur l'intégration interculturelle et la gouvernance multiniveaux et l'Indice de gouvernance multiniveaux. L'ADI-INT a approuvé le Compendium de bonnes pratiques et a décidé de demander l'accord du CDADI pour le publier en version PDF et pour télécharger les pratiques incluses dans le Compendium dans une base de données en ligne avec une fonction de recherche appropriée, afin de permettre la collecte, l'examen et la diffusion continue des bonnes pratiques dans ce domaine à intervalles réguliers. Plusieurs États membres prennent la parole pour partager leurs bonnes pratiques, et certains États membres qui ne sont pas membres de l'ADI-INT expriment leur souhait d'être consultés dans le cadre de la future mise à jour du Compendium. Le CDADI adopte le compendium et convient de sa mise à jour régulière par le Secrétariat. Au cours de sa 4^{ème} réunion, l'ADI-INT a également examiné la liste des questions pour le futur Indice de gouvernance multi-niveaux. Le CDADI invite l'ADI-INT à piloter cet outil et lui fournit à cet égard des orientations. La Belgique, Bilbao, Bradford, la Catalogne, la Finlande, l'Espagne et le Royaume-Uni se sont portés volontaires au sein de l'ADI-INT pour tester l'indice de gouvernance multiniveaux. Ils communiqueront leurs résultats à l'ADI-INT qui les partagera ensuite avec le CDADI lors de l'une des prochaines réunions du CDADI.

POINT 10 : Roms et gens du voyage - Travaux et livrables

14. Eleftheria KOUMALATSOU, membre de l'ADI-ROM, présente les résultats de la visite thématique sur l'éducation de la petite enfance à Athènes et Nauplie, en Grèce, du 20 au 22 septembre 2023. Le rapport, qui sera soumis à l'ADI-ROM peu après la réunion du CDADI pour adoption par procédure écrite, recommandera une série de mesures visant à garantir la participation des enfants roms et des enfants issus de la communauté des Gens du voyage à une éducation préscolaire de qualité.

15. Mihai SURDU, sociologue, chercheur associé au Collège universitaire de Fribourg, Allemagne, présente l'état d'avancement du projet d'étude de faisabilité sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation des enfants roms issus de la communauté des Gens du voyage. Le projet d'étude de faisabilité a été révisé pour intégrer les commentaires reçus lors de la 7^{ème} réunion plénière du CDADI et la 8^{ème} réunion de l'ADI-ROM.

16. La préparation d'un programme de renforcement des capacités et d'outils sur l'inclusion de l'histoire des Roms et/ou des Gens du voyage dans les programmes scolaires et le matériel pédagogique au niveau national est présentée en trois parties. Delia GRIGORE, chercheuse et ethnologue, présente l'état d'avancement de l'étude de cartographie des bonnes pratiques. Le CDADI rappelle que les membres de l'ADI-ROM ont reçu un questionnaire pour la préparation de cette étude le 18 septembre 2023 avec une date limite de réponse au 6 octobre 2023, et décide de relancer le questionnaire auprès des membres de l'ADI-ROM, de le diffuser également aux membres du CDADI, et d'inviter les États membres à soumettre leurs réponses finales à l'ADI-ROM avant le 19 janvier 2024.

Paula O'DONOHUE (EuroClio) présente les progrès réalisés dans l'élaboration de conseils méthodologiques, et Oana NESTIAN-SANDU (Olga Lengyel Institute for Holocaust Studies) présente les progrès réalisés en ce qui concerne un outil pratique pour l'enseignement de l'Holocauste des Roms et d'autres oppressions contre les Roms et les Gens du voyage.

17. Le CDADI décide des règles de remboursement de l'ADI-ROM pour le prochain exercice biennal, telles qu'elles figurent dans le document de travail CDADI(2023)25.
18. Le rapporteur du CDADI sur les droits de l'enfant, Sean FINCH (Royaume-Uni) présente brièvement les résultats de la deuxième réunion du Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE), qui s'est tenue à Strasbourg les 10 et 11 octobre, en ce qui concerne le projet d'étude de faisabilité sur l'éducation sexuelle complète adaptée à l'âge. Le CDADI prend note de cette présentation.

POINT 11 : Échange de vues avec la Représentante spéciale sur les migrations et les réfugiés

19. Le CDADI tient un échange de vues avec la Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés, Leyla KAYACIK. La Représentante spéciale pour les migrations et les réfugiés rappelle son mandat, résume ses activités les plus récentes et réitère l'importance des normes juridiques du Conseil de l'Europe pour son travail, notamment la Recommandation CM (2022)10 sur les politiques et gouvernance multiniveaux pour l'intégration interculturelle. Des pistes de coopération sont explorées, notamment en ce qui concerne les travaux du CDADI sur l'inclusion interculturelle.

POINT 11bis : Échange de vues sur « l'Antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion »

20. Dans le contexte des développements récents en Europe et au-delà, et sur proposition du Bureau, le CDADI tient un échange de vues sur « l'Antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion ». L'échange de vues réunit des membres, des participant-es et observateur-trices du CDADI, des membres de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), le Représentant spécial de la Secrétaire Générale sur les crimes de haine antisémites et anti-musulmans et toute forme d'intolérance religieuse, Alexandre GUESSEL, ainsi que des représentants permanents et d'autres membres du personnel des représentations permanentes des États membres et observateurs auprès du Conseil de l'Europe. Maria MAROUDA, Présidente de l'ECRI, met en exergue la recommandation de politique générale n°9 sur Prévention et lutte contre l'Antisémitisme et la recommandation de politique générale n°5 sur la prévention et la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les Musulmans, récemment révisées par l'ECRI. Ces recommandations fournissent des orientations détaillées sur la manière d'aborder, de prévenir et de combattre l'Antisémitisme et le racisme et la discrimination antimusulmans respectivement. Le Représentant spécial de la Secrétaire Général présente son rôle dans l'amélioration et le renforcement de la lutte du Conseil de l'Europe contre toutes les formes d'intolérance religieuse. De nombreux États membres font part de leurs premières évaluations d'une augmentation marquée de l'antisémitisme, tandis que plusieurs signalent également une augmentation du racisme et de la discrimination anti-musulmans à la suite d'événements récents. D'autres déclarent que la situation reste relativement stable. Les États font part de diverses mesures prises en priorité pour lutter contre l'intolérance et la haine fondées sur la religion en général, notamment par le biais de stratégies ou de plans d'action nationaux, ainsi que de mesures spécifiques prises pour lutter contre les

pics récents de discours, d'intolérance et de crimes antisémites ou anti-musulmans. Les États membres, les participant·es et observateurs·trices sont invités à soumettre des contributions écrites au secrétariat du CDADI avant le 19 janvier 2024.

POINT 12 : Échange de vues avec la Présidente du COMEX

21. Aleksandra OSZMIAŃSKA-PAGETT, Présidente du Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (COMEX), rappelle que le Conseil de l'Europe a célébré en 2023 le 25^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte et souligne la possibilité pour les États membres d'accepter des engagements supplémentaires dans le menu proposé par la Charte, mettant ainsi à niveau leurs obligations et les adaptant aux situations améliorées. Elle souligne en outre que le Comité d'experts encourage les États parties à adapter leurs engagements au titre de la Charte, de sorte que les instruments de ratification mis à jour puissent garantir que la Charte continue à servir d'instrument pour des politiques linguistiques sur mesure. La présidente souligne également la nécessité d'augmenter le nombre de ratifications de la Charte. En outre, elle rappelle que dans ses rapports d'évaluation, le COMEX a identifié des difficultés systémiques récurrentes auxquelles les États sont confrontés, notamment dans les domaines de l'éducation, des technologies numériques et des médias sociaux, ainsi que dans leur dialogue régulier entre les autorités, les utilisateurs de langues minoritaires et le Conseil de l'Europe. La Présidente se félicite que, dans le cadre de son nouveau mandat, le CDADI étudiera ces domaines problématiques et identifiera les bonnes pratiques dans les États membres.

POINT 13 : Élections et nominations

22. Le CDADI élit un Président et une Vice-Présidente pour l'année calendaire 2024, des membres du Bureau pour les années calendaires 2024 - 2025 et 2024, et nomme des rapporteurs·eures comme indiqué dans le rapport abrégé. Des États membres, participant·es et observateurs·trices ont été désignés pour siéger dans les différents comités d'experts et groupes de travail, comme indiqué dans le rapport de synthèse ci-dessus.

POINT 14 : Personnes LGBTI - Examen thématique et complet du document CM/Rec(2010)5, projet de recommandation CM sur les personnes intersexuées et les règles de remboursement

23. Georgia Wolff, Présidente du groupe de travail du CDADI sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (GT-ADI-SOGI), présente les résultats de la 4^{ème} réunion du GT-ADI-SOGI. La Présidente évoque l'état d'avancement du 3^{ème} examen thématique de la recommandation CM/Rec (2010)5 sur les personnes LGBTI et l'accès aux soins de santé, qui fournira une vue d'ensemble des déficiences dans l'accès aux soins de santé et formulera des recommandations pour les combler en utilisant des exemples de pratiques prometteuses et en s'appuyant sur les informations recueillies lors des discussions en ligne, de la table ronde européenne et d'un événement national en Bosnie-et-Herzégovine. La Présidente également fait le point sur l'examen complet de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec (2010)5, y compris sur la préparation d'un questionnaire, qui serait optimisé par rapport à celui de 2019 et qui contiendrait des réponses préremplies pour aider les États membres.

24. La Présidente expose les grandes lignes de la Recommandation du Comité des Ministres sur l'égalité des droits des personnes intersexes. Le groupe de rédaction se réunira pour la deuxième fois au cours du premier trimestre 2024, et un premier projet de recommandation devrait être présenté à l'ADI-SOGIESC en mai 2024, pour être examiné par le CDADI lors de sa 9th réunion plénière en juin 2024.
25. Le CDADI décide des règles de remboursement de l'ADI-SOGIESC telles qu'elles figurent dans le document CDADI(2023)32.

POINT 15 : Adoption du rapport abrégé et autres questions

26. Une version bilingue du projet de rapport abrégé est présentée et adoptée. Une liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures est affichée, laquelle figure à l'annexe III.

Annexe I
AGENDA

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Crimes de haine - Finalisation du projet de CM/Recommandation sur la lutte contre les crimes de haine
3. Ouverture de la réunion en présentielle
4. Nouveau programme et budget
5. Roms et gens du voyage - Finalisation du projet de recommandation sur l'égalité pour les femmes et les filles roms et issues de la communauté des Gens du voyage
6. Discours de haine - Pratiques prometteuses concernant CM/Rec(2022)16
7. Le Tour de Table sur le discours de haine
8. Groupes de travail du CDADI
9. Intégration interculturelle - Programme de renforcement des capacités et outils pour l'intégration des migrants soutenant la mise en œuvre de CM/Rec(2022)10 au niveau national
10. Roms et Gens du voyage - Travaux et réalisations
11. Échange de vues avec le représentant spécial pour les migrations et les réfugiés
- 11bis* Échange de vues sur l'Antisémitisme et les autres formes d'intolérance et de haine fondées sur la religion
12. Echange de vues avec la Présidente du Comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (COMEX)
13. Élections et nominations
14. Personnes LGBTI - Examen thématique et complet de CM/Rec(2010)5, projet de CM/Recommandation sur les personnes intersexes et les règles de remboursement
15. Adoption du rapport abrégé et questions diverses

Annexe II

LISTE DES PARTICIPANT·ES

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE

Almona BAJRAMAJ

Head of Human Rights and Reporting Unit, Directorate for International Organization, Ministry for Europe and Foreign Affairs, Tirana

Robert GAJDA

Commissioner on Protection against Discrimination, Tirana

ANDORRA/ANDORRE

Excused / excusé

ARMENIA/ARMÉNIE

Zoya STEPANYAN

Head, International Human Rights Cooperation Division, Department for Human Rights and Humanitarian Issues, Ministry of Foreign Affairs, Yerevan

AUSTRIA/AUTRICHE

Maria ZIPFINGER

Department II/5 – National Minorities, Federal Chancellery, Vienna

AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN

Anar ALIZADE

Senior Consultant, Department of Humanitarian policy, Multiculturalism and Religious issues, Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan, Baku

BELGIUM/BELGIQUE

Isabelle LECLERCQ

Cheffe de service a.i., Service Égalité des Chances, Equal Opportunities Team, SPF Justice, Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZÉGOVINE

Nina MISKOVIC

Secretary of the Ministry, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

Kemo SARAC

Assistant Minister, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

Joško MANDIĆ

Expert advisor, Agency for Gender Equality of Bosnia and Herzegovina, Ministry of Human Rights and Refugees of Bosnia and Herzegovina, Sarajevo

BULGARIA/BULGARIE

Rositsa IVANOVA

Secretary and Senior Project Officer, Secretariat of the National Council for Cooperation on Ethnic and Integration Issues, Council of Ministers, Sofia

CROATIA/CROATIE

Alen TAHIRI

Director, Government Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

Milena ČALIĆ-JELIĆ

Advisor in the Office for Human Rights and Rights of National Minorities, Zagreb

Jelena DOKŠA

Secretary in the Office for Human Rights and Rights of National Minorities

CYPRUS/CHYPRE

Aristos TSIARTAS

Head Officer of the Human Rights Section, Ministry of Justice and Public Order, Nicosia

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE

Viktor KUNDRÁK, E.MA.,

Director, Department of Human Rights and Protection of Minorities
Office of the Government of the Czech Republic, Prague

DENMARK/DANEMARK

Magnus GULDBERG

Deputy Permanent Representative, Strasbourg

ESTONIA/ESTONIE

Käthlin SANDER

Head of the Equality Policies Department, Ministry of Economic Affairs and Communications,
Tallinn

FINLAND/FINLANDE

Corinna TAMMENMAA

Head of Unit, Unit for Autonomy and Equality, Department for Democracy and Public Law,
Ministry of Justice, Helsinki

FRANCE

Sophie ELIZÉON

Préfète de l'Ardèche

Laurence VILLETTE-RICHARD

Conseillère justice et relations internationales, Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH), Paris

GEORGIA/GÉORGIE

Anuki BURDULI

Senior Specialist at the Human Rights Protection Secretariat, Administration of the Government of Georgia, Tbilisi

GERMANY/ALLEMAGNE

Ulrike BENDER

International and European Law, Federal Ministry of the Interior and Community, Berlin

Mark KAMPERHOFF

Head of EU division, EU coordination, International Affairs, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth, Berlin

Lena REINSCHMIDT

EU division, EU coordination, International Affairs, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth, Berlin

GREECE/GRÈCE

Simon DANIILIDIS

Department of Human Rights, Ministry of Family and Social Cohesion, Athens

HUNGARY/HONGRIE

Bernadett MARTON-JOHN

Advisor, Unit for Neighbourhood Policy and National Minorities, Ministry of Foreign Affairs and Trade, Budapest

ICELAND/ISLANDE

Gunnhildur GUNNARSDOTTIR

Ministry of Social affairs and Employment and Ministry of Education and Children representative
Iceland's mission to the EU, Brussels

IRELAND/IRLANDE

Aoife BYRNE

Justice Attaché, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation
Strasbourg

ITALY/ITALIE

Mattia PERADOTTO

Director, National Office against Racial Discrimination – UNAR, Presidency of the Council of
Minister, Rome

LATVIA/LETONIE

Sandra KAULINA

Lawyer, Second Secretary, Human Rights Division, Department of International Organisations
and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs, Riga

LIECHTENSTEIN

No nomination / Pas de nomination

LITHUANIA/LITUANE

Kristina VYŠNIAUSKAITĖ-RADINSKIENĖ

Advisor of Human Rights Division; UN, International Organizations and Human Rights
department,
Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania, Vilnius

LUXEMBOURG

Pierre WEISS

Sociologist, Ministry of Family Affairs, Solidarity, Living Together and Reception of Refugees, Luxembourg

Anne GOSSET

Adviser, Ministry of Justice, Luxembourg

MALTA/MALTE

Clayton MERCIECA

Head of SOGIESC Unit, Human Rights Directorate, Ministry for Home Affairs, Security, Reforms and Equality, Paola

REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Nicolae RĂDIȚA

Deputy of the Director General of the Agency for Interethnic Relations, Chișinău

MONACO

No nomination / Pas de nomination

MONTENEGRO

Tatjana ANDELIC

First Secretary, Mission of Montenegro to the EU, Brussels

NETHERLANDS/PAYS-BAS

Basim al ALOUSI

Ministry of the Interior, The Hague

NORTH MACEDONIA/ MACÉDOINE DU NORD

Svetlana CVETKOVSKA

Head of the Department for Protection and Prevention of all Forms of Discrimination, Sector for Equal Opportunity, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

Mabera KAMBERI

Head of Department for coordination and technical assistant to the minister, Ministry of Labour and Social Policy, Skopje

NORWAY/NORVÈGE

Petter SØRLIEN

Senior Adviser, Department of Equality, Non-discrimination and International Affairs, Ministry of Culture and Equality, Oslo

POLAND/POLOGNE

Paweł KOSMULSKI

Office of the Government Plenipotentiary for Equal Treatment, Ministry of Family and Social Policy, Warsaw

PORTUGAL

Cristina MILAGRE

Agency for Integration, Migration and Asylum -AIMA, Lisbonne

Patrícia SÃO JOÃO

Spécialiste technique, Cabinet du Secrétaire d'État à la Citoyenneté et à l'Égalité, Lisbonne

ROMANIA/ROUMANIE

Catrinel BRUMAR

Minister-Counsellor, Ministry for Foreign Affairs, Bucharest

Ramona Maria CIUCĂ

Deputy to the Permanent Representative of Romania to the CoE, Strasbourg

Costin CIOBANU

Deputy to the Permanent Representative of Romania to the CoE, Strasbourg

SAN MARINO/SAINT-MARIN

Excused / excusé

SERBIA/SERBIE

Boris MILICEVIC

Assistant Minister for Human and Minority Rights and Social Dialogue, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE

Marián FILČÍK

Head of Human Rights Division, Secretary of the Governmental Council for Human Rights, National Minorities and Equal Treatment, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Bratislava

SLOVENIA/SLOVÉNIE

Excused / excusé

SPAIN/ESPAGNE

Nicolás MARUGÁN

Deputy Director General, Directorate General for LGBTI Rights, Ministry of Equality, Madrid

SWEDEN/SUÈDE

Erik ADELL HELLSTRÖM

EU- and International Affairs Coordinator, Division for Discrimination Issues, Human Rights and Child Rights Policy, Ministry of Employment, Stockholm

SWITZERLAND/SUISSE

Muriel TRUMMER

Juriste, conseillère juridique, Direction du droit international public DDIP, Département fédéral des affaires étrangères, Berne

Dominique STEIGER LEUBA

Avocate, conseillère juridique ; Unité Protection internationale des droits de l'homme, Office fédéral de la justice OFJ, Département fédéral de justice et police, Berne

TÜRKIYE

Ozan Muzaffer KÖSTÜ

Deputy Head of Department, Department of Human Rights, Ministry of Justice, Ankara

UKRAINE

Ihor LOSSOVSKYI

Deputy Head, State Service of Ukraine for Ethnic Affairs and Freedom of Conscience, Kyiv

UNITED KINGDOM/ROYAUME UNI

Georgia WOLFF

Senior International LGBT+ Policy Adviser, Government Equalities Office, London

Sean FINCH

Head of LGBT+ International, Workplace, Asylum and Resettlement, and Hate Crime Policy
Government Equalities Office

INVITEES TO THE 8th CDADI MEETING/ INVITES À LA 8EME RÉUNION DU CDADI

Maria MAROUDA, Chair of ECRI / *Présidente de l'ECRI*

Alexandra OSZMIAŃSKA-PAGETT, Chair of the Committee of Experts of the European Charter for Regional or Minority Languages/ *Présidente du COMEX*

Leyla KAYACIK, Special Representative of the Secretary General on Migration and Refugees / *Représentante spéciale de la Secrétaire Générale sur les migrations et les réfugiés*

Alexandre GUESSEL, Special Representative of the Secretary General on antisemitic, anti-Muslim and other forms of religious intolerance and hate crimes / *Représentant spécial de la Secrétaire Générale sur les crimes de haine antisémites et antimusulmans et toute forme d'intolérance religieuse*

Peter KARIUKI, Chair of the ADI-INT / *Président de l'ADI-INT*

Stephanie ONER, Chair of the PC/ADI-CH / *Présidente du PC/ADI-CH*

Manuel DEMANGEAUT, Chair of the ADI-ROM / *Président de l'ADI-ROM*

Eleftheria KOUMALATSOU, ADI-ROM member / *Membre de l'ADI-ROM*

Mihai SURDU, Independent expert to the ADI-ROM WG on school desegregation / *Expert indépendant pour le GT de l'ADI-ROM sur la déségrégation scolaire*

Delia GRIGORE, Researcher and ethnologist / *Chercheuse et l'ethnologue*

Paula O'DONOHUE, European Association of History Educators / *Association européenne des professeurs d'histoire (EuroClio)*

Oana NESTIAN-SANDU, Olga Lengyel Institute for Holocaust Studies / *Institut Olga Lengyel pour les études sur l'Holocauste*

Jenifer JACKSON-PREECE, Independent expert / *Experte indépendante*

PARTICIPANTS

European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance

Johan FRIESTEDT, Executive Secretary of ECRI/ *Secrétaire exécutif de l'ECRI*

Advisory Committee of the Framework Convention for the Protection of National Minorities (ACFCNM) / Convention-cadre pour la protection des minorités nationales

David SMITH, Member on behalf of the United Kingdom / *Membre au nom du Royaume Uni*

European Charter for Regional or Minority Languages/ La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires (ECRML)

Jorg HORN, ECRML Secretariat/ *Secrétariat de l'ECRML*

Parliamentary Assembly of the Council of Europe (PACE) /Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Marie MARTIN, member of the Secretariat to the Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / *Membre du Secrétariat de la Commission des migrations, des réfugiés & des personnes déplacées*

Congress of Local and Regional Authorities of the Council of Europe / Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

n/a

Council of Europe's Office of the Commissioner for Human Rights/ Bureau du Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Patricia ÖTVÖS, Adviser, Division III/ *Conseillère, Division no III*
Tara BEATTIE, Adviser, Division III/ *Conseillère, Division no III*

Council of Europe Development Bank (CEB) / Banque de Développement du Conseil de l'Europe

n/a

Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe

n/a

Steering Committee for Human Rights (CDDH)/ Comité directeur pour les droits de l'homme

n/a

Committee of Experts on Roma and Traveller Issues (ADI-ROM) / Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage

Manuel DEMOUGEOT, Chair of the ADI-ROM/ *Le président de l'ADI-ROM*

Committee of Experts on Hate Crime (PC/ADI-CH) / Comité d'experts sur les crimes de haine

Stephanie ÖNER, Chair/ présidente, Committee of Experts on Hate Crime / *Comité d'experts sur les crimes d'haine*
Jamie BROWN, Co-Secretary of the Committee / *Co-secrétaire du comité*

Steering Committee on the rights of the child (CDENF) / Comité directeur pour les droits de l'enfant

n/a

Committee on Artificial Intelligence (CAI) / Comité sur l'intelligence artificielle

n/a

Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Comité directeur sur les médias et la société de l'information

Giulia LUCCHESI, Media and Internet Governance Division / *Division de Médias et gouvernance de l'Internet*
Patrick PENNINCKX, Head of Department, Information Society Department/ *Chef du service, Société de l'information*

Advisory Council on Youth (CCJ) / Conseil consultatif sur la jeunesse

Pia SLOGAR, Member of the / *Membre du CCJ* and / *et Youth of European Nationalities (YEN), Gdansk, Poland / Membre du CCJ et YEN*

Joint Council on Youth (CMJ) / Conseil mixte sur la jeunesse

n/a

Gender Equality Commission (GEC)/ Commission pour l'égalité de genre

Andreia Lourenço MARQUES, Vice-Chair of the Gender Equality Commission / *Vice-présidente de la Commission pour l'égalité de genre*
Camille GANGLOFF, Head of Policy Unit / *Cheffe d'unité des politiques*, Secretary to the Gender Equality Commission/ *Secrétaire auprès de la Commission pour l'égalité de genre*

European Committee of Social Rights (ECSR)/ Comité européen des Droits sociaux

n/a

North-South Centre of the Council of Europe / Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe

n/a

Directorate of Internal Oversight / La Direction de l'Audit interne

Malcolm COX, Senior Evaluator / *Évaluateur senior*

HOLY SEE / SAINT-SIEGE

Anne-Claire MULLER-PISTRE, Expert, solicitor for public law/ *l'experte, avocat spécialisé en Droit public*

MEXICO

Eva PIZANO, Adjointe à l'Observatoire Permanent, Représentation du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

**DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION TO THE COUNCIL OF EUROPE /
DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

n/a

**EUROPEAN COMMISSION, DG FOR JUSTICE AND CONSUMERS / COMMISSION
EUROPÉENNE, DG POUR LA JUSTICE ET DES CONSOMMATEURS**

n/a

**EUROPEAN UNION AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHTS (FRA) / AGENCE DES
DROITS FONDAMENTAUX DE L'UNION EUROPEENNE**

n/a

**OSCE OFFICE FOR DEMOCRATIC INSTITUTIONS AND HUMAN RIGHTS (ODIHR)/
CONTACT POINT FOR ROMA AND SINTI ISSUES (CPRSI) /
BUREAU DE L'OSCE POUR LES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES ET LES DROITS DE
L'HOMME (BIDDH)/ POINT DE CONTACT POUR LES QUESTIONS ROMS ET SINTI**

n/a

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OHCHR) / HAUT-
COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)**

n/a

**UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) / HAUT
COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR)**

n/a

OBSERVERS / OBSERVATEURS

**EUROPEAN NETWORK OF EQUALITY BODIES (EQUINET) / RESEAU EUROPEEN DES
ORGANISMES D'EGALITE (EQUINET)**

Patrick CHARLIER, Chair, Brussels, / *Le président*

Tamas KADAR, Co-Director, Operations, Policy & Legal, Brussels / *Co-directeur, Les opérations, les politiques et les affaires juridiques*

**EUROPEAN CENTRE FOR MINORITY ISSUES (ECMI) / CENTRE EUROPEEN POUR LES
QUESTIONS RELATIVES AUX MINORITES**

Meyeti PAYET, Project Consultant / *consultante du projet*

**The International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA) /
L'Association internationale des lesbiennes, gays, bisexuels, trans et intersexes (ILGA)**

Cianán B. RUSSELL, Ph.D., Senior Policy Officer, ILGA-Europe / *Chargé de mission principal, ILGA-Europe, Brussels*

Transgender Europe -TGEU / Transgenre Europe

Francesca SANDERS, Senior Policy Officer

ENAR - European Network against Racism / Réseau européen contre le racisme

n/a

Assembly of European Regions / Assemblée des Régions d'Europe (AER)

n/a

Ligue internationale contre le racisme et l'Antisémitisme (LICRA)

Gilbert FLAM, Président de la commission des affaires européennes et internationales de la LICRA

SECRETARIAT / SECRETARIAT

Directorate General of Democracy and Human Dignity / Direction générale de la Démocratie et de la dignité humaine

Jeroen SCHOKKENBROEK, Director of Anti-Discrimination / *Directeur de l'anti-discrimination*

Hallvard GORSETH, Head of the Anti-discrimination Department and of the Roma and Travellers Team / *Chef de Service de l'anti-discrimination et de l'Equipe Roms et Gens du Voyage* .

Wolfram BECHTEL, Secretary of the CDADI, Head of the CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Secrétaire du CDADI, Chef de la Division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Charlotte GILMARTIN, Co-Secretary of the CDADI, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Co-Secrétaire du CDADI, Division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Petra NEUMANN, Seconded official, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Conseillère juridique, La division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Eleni TSETSEKOU, Secretary of the ADI-ROM, Head of Division of the Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Secrétaire de l'ADI-ROM, Chef de la division pour l'Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Oana TABA, Co-Secretary of the ADI-ROM, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Co-Secrétaire de l'ADI-ROM, Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Denis DURMISH, Project manager, Roma and Travellers Team, Anti-discrimination Department / *Chargé du projet, l'Equipe Roms et Gens du Voyage, Service de l'anti-discrimination*

Thorsten AFFLERBACH, Head of the Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Chef de la division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Menno ETTEMA, Head of the No Hate Speech and Cooperation Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Chef de l'Unité Non au discours de haine et coopération, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Nidaa BOTMI, No Hate Speech and Cooperation Unit, Anti-discrimination Department / *Unité Non au discours de haine et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Evgenia GIAKOUMOPOULOU, Secretary of the GT-ADI-SOGI, Head of the SOGI Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Secrétaire du GT-ADI-SOGI, Chef de l'unité SOGI, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Ellsworth CAMILLERI, SOGI Unit, Anti-discrimination and Cooperation Division, Anti-discrimination Department / *Unité SOGI, division Anti-discrimination et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Ljiljana STOJISAVLJEVIC, Assistant to the Secretary of the CDADI, Senior Assistant of the CDADI Division, Anti-discrimination Department. / *Assistante au Secrétaire du CDADI, Assistante principale de la division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Aida-Diana FARKAS, Administrative Assistant, CDADI Division, Anti-discrimination Department / *Assistante administrative, division CDADI, Service de l'anti-discrimination*

Chaima MOHAMED, Assistant to the Co-Secretary of the PC/ADI-CH, Administrative Assistant, No Hate Speech and Cooperation Unit, Anti-discrimination Department / *Assistante au co-secrétaire du PC/ADI-CH, Assistante administrative, Unité Non au discours de haine et coopération, Service de l'anti-discrimination*

Alexandros GIOUMOUXOUZIS, Study Visitor, CDADI Division/ *Stagiaire, Division CDADI*

INTERPRETERS /INTERPRETES

Gregoire DEVICTOR
Katia DI STEFANO
Morgane LAMOTHE
Clarissa WORSDALE
Charles SPEED
Celia RAWINSKI

Annexe III

Liste des prochaines réunions du CDADI et de ses sous-structures

Date	Nom
14-15/11/23 Strasbourg	Groupe de travail sur l'OSIG (GT-ADI-SOGI)
22/11/23 En ligne	Session conjointe du CDADI et du CDPC -Adoption éventuelle du CM/Rec sur la lutte contre les crimes de haine
5-7/12/23 Strasbourg	8th Réunion du CDADI
15/02/24 En ligne	Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC)
20-21/02/24 Strasbourg	Comité d'experts sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI)
Avril 24 (à confirmer)	Groupe de travail de l'ADI-ROM sur une étude de faisabilité et un éventuel projet de recommandation sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'intégration dans le domaine de l'éducation des enfants roms et des gens du voyage
Avril 24 en ligne	Groupe de travail ADI-ROM pour le programme de renforcement des capacités et les outils soutenant la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2020)2 au niveau national
18-19/04/24 Paris	Réunion du bureau du CDADI
Avril 24 (à confirmer)	GT sur les résultats attendus en matière de discours et de crimes de haine (GT-AD-DCH)
Avril 24 (à confirmer)	GT sur la discrimination intersectionnelle (GT-ADI-DI)
Mai 24 (à confirmer)	GT sur les livrables concernant les minorités nationales (GT-ADI-MIN)
14-15/05/24 La Haye	Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC)
14-15/05/24 Lublin	Comité d'experts sur l'inclusion interculturelle (ADI-INT)
15-16/05/24 Strasbourg	Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM)
18-20/06/24 Strasbourg	9th Réunion du CDADI
3-4/10/24 (à confirmer)	Réunion du bureau du CDADI
26-28/11/24 Paris/Versailles (à confirmer)	10th Réunion du CDADI